

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18907 - 73ÈME ANNÉE

Pour un aménagement du territoire adapté à la réalité climatique de La Réunion

Après-Berguitta : le PCR remet ses propositions à la préfecture



Représenté par Julie Pontalba, membre du Comité central, Maurice Gironcel, secrétaire général, et Yvan Dejean, porte-parole, le PCR présentait hier ses propositions à la suite du passage près de notre île de la tempête Berguitta. En délégation ils ont ensuite remis ces propositions à la préfecture.

Julie Pontalba rappelle que les dégâts de Berguitta sont essentiellement imputables à l'eau. La responsabilité de l'aménagement est montrée du doigt, notamment au niveau des constructions. Les prévisions vont vers la multiplication des phénomènes extrêmes, précise-t-elle, « chacun connaît ces réalités alors que le problème des changements climatiques est rarement abordé lors des campagnes électorales. Les politiques se contentent d'intervenir après

coup ». Et de souligner que « si la rentrée scolaire avait été le 21 janvier, combien d'élèves auraient pu prendre le chemin de l'école ? »

Sécuriser ravines et radiers

Maurice Gironcel indique que située dans une zone intertropicale, La Réunion subit des tempêtes dont on doit prendre compte. Pour le PCR,

le premier problème est celui des fortes pluies. Il faut entretenir les lits des ravines. Ils sont souvent obstrués par des végétaux et des débris divers. Les eaux circulent mal et détournent le cours des rivières.

La réponse du PCR est la création d'un grand service d'intérêt public dans l'environnement, afin d'entretenir les ravines. « Ce sont des milliers d'emplois qui pourront être créés », souligne le secrétaire général du PCR.

L'autre problème est celui de l'endi-

guement des ravines. Des sommes énormes sont annoncées. Une solution moins chère est l'endiguement à l'aide de grands bambous. Elle était dans le plan de survie de 1975. Des solutions plus lourdes ne sont malgré tout pas à exclure dans quelques cas ponctuels, à l'image des endiguements de la rivière des Galets et de la rivière des Mar-souins.

Le problème des radiers reste posé. Le PCR plaide pour un plan d'éradication des radiers. Ce sont des ponts. Pour réduire les coûts, le PCR propose des ponts Bailey. Ces ouvrages métalliques sont utilisés par l'armée pour franchir les cours d'eau. Ils sont faciles à déployer et moins chers.

Toutes les ravines et rivières doivent être munies d'un dispositif d'alerte pour prévenir la population du danger qui se prépare. Les intercommunalités ont aujourd'hui la gestion des cours d'eau et de la prévention des inondations (GEMAPI). Il est possible d'installer des dispositifs Vigicrue. À Sainte-Suzanne, une installation de cette nature est prévue. Pour une mise en place généralisée, des financements croisés sont demandés avec la participation de l'État.

Les indemnisations

Les agriculteurs et les pêcheurs ont été touchés. Il est nécessaire de les indemniser en fonction des pertes constatées. Le PCR plaide pour un fonds d'intervention d'urgence pour venir en aide à ceux qui ont tout perdu. Ce fonds peut être alimenté par des institutions, notamment l'Europe. Le PCR demande aussi le classement en catastrophe naturelle.

Les chemins d'exploitation doivent être au plus vite réparés.

Nombreux sont ceux qui ne peuvent pas s'assurer. Or, lors de la COP23, un fonds spécifique a été créé. Le principe est d'indemniser tous les précaires victimes de catastrophes. « Que les pouvoirs publics mutualisent les moyens et organisent les négociations avec les assureurs », précisent Maurice Gironcel.

Pour un Office des routes

Lors du passage de Berguitta, des milliards de mètres cubes sont partis à la mer alors que le bilan hydrique de La Réunion est négatif. « Il est impératif de mettre en œuvre un

plan de retenue collinaires pour constituer des stocks d'eau ». Elles serviront à l'irrigation et la lutte contre les incendies de forêt.

Dans le Sud et à Saint-Leu, les routes ont été très endommagées. Les 20 millions annoncés par le président du Département seront loin de suffire. Pour le PCR, il est temps de créer un Office des routes à l'exemple de l'Office de l'eau. Cet office gèrera toutes les routes par souci d'efficacité pour multiplier les moyens. Cela mettra fin à des situations telles que la desserte des cirques. À Salazie, c'est une route départementale. À Cilaos, c'est le réseau national. Le Département demande que la route de Salazie soit une RN.

La construction de routes en pied de falaise est condamnée.

Le PCR plaide pour un désenclavement des hauts par une liaison de moyenne altitude. Le PCR salue l'initiative du Département pour une route des Hauts de l'Est.

Halte aux abus sur les prix

Au sujet de la flambée des prix, rien ne justifie l'augmentation sur des produits qui n'ont pas été affectés

M.M.

Le Sud paralysé par les fortes pluies

Pour un désenclavement du Sud par la route de moyenne altitude

Yvan Dejean rappelle que le PCR plaide pour la construction d'une route circulaire de moyenne altitude pour désenclaver les hauts. En effet, pour aller vers une autre ville, les habitants des Hauts sont obligés de passer par les bas. C'est la cause d'embouteillages à chaque forte pluie en raison de radiers submergés au Ouaki et au Gol.

La proposition du PCR est une route qui part de Stella et va jusqu'aux Lianes. Elle desservira La Rivière, passera sur un pont sur le Bras de Cilaos près de Petit Serré. Il fera la jonction avec le pont de l'Entre-Deux. Puis à partir de la Ravine des cabris, le PCR propose de moderniser la route Hubert Delisle jusqu'aux Lianes à Saint-Joseph.

Ce sera aussi une route de développement pour permettre l'accueil de 200.000 personnes de plus, ce qui correspond à l'accroissement démographique prévu pour La Réunion au cours des 20 prochaines années. Ce grand chantier apportera des milliers d'emplois dans le BTP.

Le radier du Ouaki impose à chaque fois 200.000 euros de travaux pour refaire la route de ce radier fusible. Pour une solution pérenne, le PCR propose un pont Bailey, posable en 24 heures.

Yvan Dejean souligne également le problème de Cilaos. Cela représente 6.000 habitants et 200.000 touristes par an. Le risque est grand de voir un drame. Il rappelle qu'un projet de route imaginait une desserte du cirque en descendant le coteau qui mène à la Plaine des Cafres. C'est une liaison sécurisée à l'abri des chutes de pierres.

M.M.

Edito

Changement climatique et effondrement du capitalisme

Un rapport publié à l'occasion du Forum économique mondial de Davos met l'accent sur les effets du changement climatique. Il estime qu'ils constituent la plus grave menace et qu'il convient d'agir pour éviter l'effondrement du système.

Le système en question est le capitalisme. Force est de constater que la pollution de l'atmosphère par les gaz à effet de serre correspond à l'extension du capitalisme dans le monde. Pour créer des profits, l'énergie utilisée a d'abord été principalement le charbon, puis le pétrole. Ce n'est que très récemment que les énergies renouvelables ont été mises en avant. Et encore, l'usage du pétrole garde de sérieux partisans, à commencer par le président des États-Unis qui a retiré son pays de l'Accord de Paris, au prétexte qu'il menace les intérêts des États-Unis. En réalité, la politique du tout-pétrole vise à satisfaire les intérêts d'une industrie qui a réussi à faire du schiste un nouveau gisement d'hydrocarbure.

Le cri d'alarme lancé à l'occasion du Forum de Davos marque l'inquiétude de ceux qui ont jusqu'alors bénéficié de ce système. Il souligne que la capacité d'adaptation du capitalisme n'arrive pas à suivre l'accélération de la crise environnementale que ce capitalisme a provoqué. C'est là le cœur du problème. Tant que l'objectif d'un système sera le profit pour enrichir une classe dominante sur le dos de l'exploitation des autres classes, le problème ne pourra pas se régler. C'est donc une autre société qu'il est nécessaire de construire, débarrassée de la course au profit. C'est pour cela que se battent les communistes. Une fois de plus, la justesse de leur combat est reconnue.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Après la fuite par Mayotte d'un ressortissant français condamné à Madagascar -2-

La Mayotte et La Réunion, bases de déstabilisation ?

Hier, nous écrivions : « Quand on connaît les distances maritimes, la fuite rocambolesque de ce prisonnier d'exception, en passant par Mayotte, relance le débat sur le rôle spécial attribué par la France à certains de ses ressortissants et aux départements de l'Océan Indien. Mayotte est d'abord une base stratégique pour la France ».



Implantée à La Réunion avec l'accord de la France, la tour Oméga guidait les bombardiers américains porteurs de l'arme nucléaire.

Ce positionnement date du milieu des années 1970. L'année 1975 est alors une année décisive. En pleine Guerre froide, le pouvoir change à Madagascar. Depuis 1960, le gouvernement de la Grande île était alors un fidèle allié de la France et de la Françafrique. En 1972, une révolte partie de l'Université d'Antananarivo chasse du pouvoir Philibert Tsiranana qui était président depuis l'indépendance en 1960. L'État passe alors sous la direction des militaires. Ce cycle se conclut par la désignation de Didier Ratsiraka à la présidence en 1975. Le nouveau pouvoir décide d'expulser l'armée française de ses bases militaires à Ivato et Diego Suarez. Les militaires sont alors transférés à La Réunion.

Cette même année, la France conteste le résultat du référendum d'autodétermination du Territoire d'Outre-mer des Comores, un scrutin qu'elle avait elle-même organisé.

Le scrutin à circonscription unique avait donné une large majorité pour l'indépendance. Paris décide alors de détacher Mayotte des Comores et y installer son administration. Cette décision est le point de départ d'une crise qui a fait des milliers de morts, depuis que la France a fermé Mayotte aux sujets Comoriens contrairement à la tradition. Le visa d'entrée est un document très difficile à obtenir. Il pousse donc celles et ceux qui veulent aller à Mayotte à prendre le risque de traverser clandestinement l'océan entre Anjouan et Mayotte. Cela fait de ce bras de mer un des plus grands cimetières marins du monde, où des milliers de personnes sont mortes noyées en tentant la traversée.

Mayotte a alors été utilisée par Paris comme une base de déstabilisation des Comores. Le jeune État était en effet la cible de multiples coups d'État perpétrés par d'anciens soldats de l'armée française. Un Président Comorien (Sai d Moha-

med Djohar) a même été extradé de son pays et envoyé en exil à La Réunion (Salazie).

La Réunion servait surtout de point d'appui à la politique française de soutien de l'Apartheid, allant jusqu'à l'installation dans notre île d'un Consulat du régime raciste d'Afrique du Sud. La Réunion abritait également une des 8 tours du réseau Oméga. C'était un relai de communication pour les bombardiers et les sous-marins US porteurs de l'arme nucléaire. La fin de la Guerre froide et l'effondrement de l'apartheid ont amené à reconsidérer le rôle de La Réunion. Aux Comores, la situation institutionnelle s'est stabilisée. La période des coups d'État s'est calmée.

Néanmoins, Mayotte reste pour la France une base idéalement située à quelques centaines de kilomètres du Nord de Madagascar. C'est ce qu'a rappelé l'exfiltration par Mayotte de ce prisonnier évadé de Madagascar qui met la France dans une situation embarrassante. Il raconte qu'auparavant, il avait été proche de l'ex-président français Mitterrand et conseiller de la ministre Lucette Michaux-Chevry (Chiraquienne). Il a ensuite monté une société de conseil en sécurité avec comme clients des dirigeants africains. Autant d'informations pour rappeler qu'il a toujours été en service commandé et un bon serviteur. Les responsables politiques de La Réunion vont-ils enfin réagir, sortir de leur enfermement médiatique et regarder la réalité en face : comment parler de coopération régionale dans ces conditions ? Quel rôle a joué l'ambassadeur transversal de "la France de l'Océan Indien" dans cette "affaire d'Etats"?

Che Guevara, apôtre des opprimés -4-

Che Guevara : une figure internationale

Le cinquantième anniversaire de l'assassinat du Che en Bolivie le 9 octobre 1967 offre l'occasion de revenir sur le parcours du révolutionnaire cubano-argentin qui a dédié sa vie à la défense des « Damnés de la terre ».

Le Che était-il le visage de la Révolution cubaine ?

Fidel Castro a toujours été la figure emblématique de la Révolution cubaine. Le Che en était le représentant international. Il a réalisé sa première tournée diplomatique à travers le monde en juin 1959, qui dura trois mois. Fidel Castro lui avait confié la mission de parcourir l'Afrique et l'Asie, à la recherche de soutien politique. Cela illustrait la grande confiance que Fidel avait vis-à-vis de l'Argentin. Le Che rencontra Nasser en Egypte, Sukarno en Indonésie, Nehru en Inde. Il visita également la Birmanie, le Japon, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, Hong-Kong, le Pakistan, la Grèce, la Yougoslavie, l'Italie, le Soudan et le Maroc.

Un an plus tard, en octobre 1960, il réalisa une nouvelle tournée diplomatique dans les pays socialistes avec un objectif plus économique. Il se rendit en Tchécoslovaquie, en Russie et en Chine. Il fut à chaque fois accueilli avec beaucoup de fraternité et était ovationné par la foule à chaque apparition publique. Il prit ainsi la mesure de la popularité de la Révolution cubaine à travers le monde.

Enfin, sa participation à la Conférence du Conseil interaméricain économique et social de Punta del Este, en Uruguay, en août 1961 le transforma en figure iconique de la

gauche latino-américaine.

La CIA a-t-elle essayé d'assassiner le Che ?

Dès le départ, les Etats-Unis ont opté pour l'assassinat politique des leaders de la Révolution cubaine. La principale cible était Fidel Castro, qui a été la victime de plus de 600 tentatives d'assassinat. Mais le Che et Raúl Castro se trouvaient également parmi les cibles.

Quel a été le message du célèbre discours du Che aux Nations unies en décembre 1964 ?

Ce discours est un réquisitoire contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme. C'est également un vibrant plaidoyer pour l'autodétermination des peuples d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Cuba représente le symbole de la petite nation qui aspire à la souveraineté sous la menace constante du puissant voisin. De nombreux pays du Tiers-monde se reconnaissent dans la lutte du peuple cubain pour la dignité. Le Che apporte un message de paix et appelle à la coexistence pacifique entre toutes les nations du monde aux modèles de sociétés différents, et non pas seulement entre les pays les plus puissants. Le Che dénonce les agressions impérialistes contre

le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Il dénonce également l'impérialisme belge au Congo ainsi que le régime ségrégationniste de l'Apartheid en Afrique du Sud.

Chose peu connue, le Che lance également l'un des premiers appels au désarmement nucléaire. Il milite également pour l'indivisibilité de la Chine et pour son entrée aux Nations unies. Il termine son discours en dénonçant l'état de siège étatsunien contre Cuba et en rappelant la vocation internationaliste de la Révolution.

Salim Lamrani

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet.

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

In kozman pou la rout

« Sé pa si in moun la pa amar ali ! »

Kan ou i gingn pa konprann in n'afèr an kalkilan avèk la tête, ou i préfèr alé rode bann zépplikasyon la pa rézonab. An parmi ou lé a d'mandé si kèlk'in la pa apré zoué avèk lo sor. Ou i pé, si ou i vé apèl sa galman fanafout, sigidi, sansa d'ot nom ankor. Dann zistoir l'amour, lé pa rar désèrtin i pans zot té amaré. Amaré ? Oui ! Sa sé kan ou i kroi la volonté in moun lé abatu pars ou i konpran pa koman out fiy, out garson sansa out madam la parti tonm dann bra in moun i mérite pa zot. Pou in n'afèr konmsa ou i pé marsh la nuitte, fé la priyèr dann in rolijyon la pa la v'ote, dépans out larzan, mé zamé ou i sava pa agard si lo poinn féblèss la pa dan ou mèm, sansa dan la pèrsone la fé kapaye aèl san rézon selon ou. Konm i di : lo kèr néna bann rézon, la rézon i koné pa. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Mi kroi in lang kréol rényoné, pa in mélanjaj kozé !

Mé z'ami, si mi di azot, dsi la késtyonn kréol rényoné, an tou tan, moin la touzour gard konfyans. Pé s'fèr zot va réponn amoin moin té i gard pa la vérité an fas. Moin té i rofiz oir lo vré pars lo fo téi kontant amoin tro, téi bote amoin tro.

Pou kosa mi di sa ? Pars néna kézkour moin la trouv in dalon, é dalon la, la di amoin konmsa : sanm pou li kréol rényoné l'aprè disparète. Kan moin la di : ankor in moun pou pans in n'afèr konmsa ? Figir azot li la di amoin, i fo mi poz ma pate atèr, pars a tro marsh tête an l'èr moin lé riskab pa oir la véritézamé.

Kan moin la domann ali, kosa i lé pou li la vérité, li la réponn amoin : la vérité sé ké lo fransé l'aprè manj lo kréol rényoné konm i manz zaran. Kaziman, l'aprè vir son po d'jak... Si mi di azot son réfléksyon la zète amoin dann in virvir pa posib, zot lé kapab dir kozman – la, la sakouy mon konviksyon. Poitan non ! Pou kosa d'aprè zot ?

Pars kan i di amoin in kékshoz konmsa, mi komans par pans tout bann bon ségatyé l'avé dann tan isi La Rényon é néna ankor zordi. Mi kalkil galman nout maloya, koman li la sort dann fénoir pou rant dan la limyèr. Aprés, mi majine ankor bann fonnkèr, l'imour kréol, zistoïr tizan épi d'ot ankor. Kan, mi mazine dann mon tête bann bon z'ouvriyé la lang kréol rényonèz, tousala i ardonn amoin mon kroyans de fon dann in lang kréol rényonèz bien vivan, bien partazé par la mazorité d'moun, é bien vala pou bann syèkl i sava arivé pou donn demoun in bon roprézantasyon l'idantité rényonèz.

Astèr, sak lé sir, moin la poin konfyans dann lo mélanjaj. Mi souète pa k'i mélanj : kréol rényoné sé kréol rényoné ! Fransé sé fransé ! D'ot lang sé d'ot lang. Lang rényonèz ? In mélanjaj, sa sé in n'afèr k'i plé pa moin ditou. Dann fon mon kèr mi souète in bon zoutiy de lang, pou nou bien travaye ansanm, pou travaye ansanm konm k'i fo... I paré désèrtin i souète in lang rényonèz mélanjé.

Mi kroi dan la lang kréol rényonèz konm in bon zoutiy pou roprézant nout l'idantité, sak ni lé, sak ni vé ète, dann nout rényonèzté é konm mi di, pa in mélanjaj kozé.

Justin